



## Pays andins et Cuba

N°17 – Mai 2019

Région

 2018<sup>E</sup> – Population : 152 M

PIB : 914 Mds USD

Marché	Derniers cours	Var. hebdo. (%)	Var. annuelle (%)
Pétrole (USD / baril WTI)	<b>62,1</b>	-2,3%	-12%
Zinc (USD / t)	<b>2763,0</b>	-4,9%	-10%
Cuivre (USD / t)	<b>6102,5</b>	-4,6%	-9%
Nickel (USD / t)	<b>11960,0</b>	-1,4%	-14%
USD/COP	<b>3282,8</b>	1,7%	17%
USD/PEN	<b>3,3</b>	0,2%	1%
EUR/VES (taux BCV)	<b>5830,2</b>	0,0%	

Note : les variations positives du taux change indiquent une dépréciation de la monnaie locale

### Forte dégradation en g.a. de notre solde commercial avec la zone au T1.

La France a enregistré un déficit commercial avec la région de 115,5 MEUR au 1<sup>er</sup> trimestre, contre un déficit de 34,6 MEUR un an plus tôt. Nos exportations ont été touchées par les moindres livraisons aéronautiques vers la Colombie, tandis que nos importations ont fortement progressé sous l'effet d'importations d'hydrocarbures en provenance du Pérou (en partie compensées par nos moindres importations d'hydrocarbures de Colombie).

Pays / région	Exportations 1T19 (MEUR)	Exportations 1T18 (MEUR)	Importations 1T19 (MEUR)	Importations 1T18 (MEUR)
Bolivie	13,7	13,7	29,9	30,9
Colombie	140,1	186,4	100,9	126,7
Cuba	61,4	54,3	4,2	4,6
Equateur	42,2	30,0	95,2	84,3
Guyana	1,1	0,4	2,3	2,0
Pérou	48,0	52,4	178,5	118,0
Suriname	3,4	3,4	3,8	4,1
Venezuela	6,6	10,1	17,2	14,7
<b>Région</b>	<b>316,5</b>	<b>350,7</b>	<b>432,0</b>	<b>385,3</b>
<i>Argentine</i>	147,2	222,3	101,4	79,4
<i>Brésil</i>	894,0	1.167,3	710,1	758,5
<i>Chili</i>	256,7	202,9	242,8	271,8
<i>Mexique</i>	736,7	743,0	576,2	561,9

### Quito et Bogota affichent les prix de l'immobilier résidentiel (en dollars) les plus bas des grandes métropoles du continent.

Selon une étude de l'université argentine Torcuato di Tella, le m<sup>2</sup> résidentiel à Quito (dans les quartiers des classes moyennes-supérieures) se négociait fin mars à 1.308 USD, contre 1.388 USD à Bogota et 1.441 USD à Guadalajara (Mexique). A l'autre extrémité du spectre, les métropoles les plus chères (en dollars) étaient Buenos Aires (3.125 USD / m<sup>2</sup>), Santiago (3.111 USD / m<sup>2</sup>) et Montevideo (3.051 USD / m<sup>2</sup>). Lima arrive en milieu de classement, à 2.005 USD / m<sup>2</sup>.

Bolivie

 2018<sup>E</sup> – Population : 11 M

PIB : 42 Mds USD

### Les dépôts bancaires des particuliers représentent 58% du PIB et le double de la dette externe.

À fin 2018, les dépôts des particuliers totalisaient 23,7 Mds USD dont 98% dans les banques commerciales et 2% dans les banques spécialisées dans les prêts aux PME. Les dépôts dans les banques commerciales ont augmenté de 4,9% en 2018 par rapport à 2017.

### La nationalisation du secteur hydrocarbures aurait engendré 37 Mds USD en devises en 13 ans.

A l'occasion du 13<sup>ème</sup> anniversaire de la nationalisation de l'entreprise nationale des hydrocarbures YPF, le gouvernement a estimé qu'elle lui a permis une injection directe de 37 Mds USD en rentes gazières jusqu'à présent. La nationalisation a consisté au transfert à YPF de la responsabilité du contrôle et de la direction de la production, du transport, du raffinage, du stockage, de la distribution, de la commercialisation et de l'industrialisation des hydrocarbures.

**Le ministère de l'Économie et des Finances Publiques a présenté son « Mémoire de l'Économie Bolivienne 2018 ».**

Parmi les principaux indicateurs, on remarque la croissance de 4,2% en 2018, la plus élevée en Amérique du Sud, tirée par l'industrie et le secteur agricole (cf. Brèves n°16) mais aussi par la demande des ménages et l'investissement public et privé. D'autre part, la pauvreté extrême recule à 15,2% et le chômage à 4,3%. Finalement, l'inflation en fin de période 2018 n'a été que de 1,51% et les réserves de change (RIN) se sont élevées à 8,9 Mds USD (niveau toujours élevé mais en baisse).

**Colombie****2018<sup>E</sup> – Population : 46 M****PIB : 337 Mds USD****La pauvreté a légèrement progressé en 2018.**

A l'image de la séquence 2015 / 2016, qui avait vu la pauvreté monétaire (revenus mensuels par tête inférieurs à 257.433 COP en 2018 soit 70,9 EUR) augmenter de 27,8 à 28,0%, l'année 2018 a vu un léger rebond de ce taux, à 27,0% contre 26,9% en 2017. Ce phénomène a affecté les centres urbains (de 24,2% à 24,4%) comme les communes rurales (de 36,0% à 36,1%). Le DANE attribue cette évolution notamment à la crise migratoire vénézuélienne.

**Début de la perception de l'impôt sur le patrimoine.**

Institué par la loi de financement du 20 décembre, cet impôt de 1% sur le patrimoine (net) des personnes physiques supérieur à 5 Mds COP (1,37 MEUR) au 1<sup>er</sup> janvier dernier commencera à être perçu à compter de ce 9 mai (versement en deux tranches, en mai et en septembre). Touchant quelques 7.000 contribuables, il devrait rapporter environ 900 Mds COP (247 MEUR) cette année (pour mémoire, cet impôt n'a vocation à s'appliquer qu'en 2019, 2020 et 2021).

**La mairie de Bogota précise le calendrier de lancement du projet de métro.**

Les six consortia pré-qualifiés devraient recevoir les termes de référence en juin, pour une soumission de leurs propositions économiques en août. L'adjudication pourrait intervenir en septembre ou octobre, pour un début des travaux en mars 2020.

**Cuba****2018<sup>E</sup> – Population : 12 M****PIB : 96 Mds USD****Premières actions en justice suite à l'activation du Titre III de la Loi Helms-Burton.**

Le croisiériste américain Carnival est la première entreprise poursuivie en justice pour avoir « trafiqué » avec des biens confisqués en 1959, en vertu du «Titre III» de la loi Helms-Burton, effectif depuis ce jeudi 2 mai. Déposées par deux particuliers, les réclamations concernent l'utilisation de terminaux portuaires à La Havane et à Santiago de Cuba, dont ces derniers revendiquent la propriété. Par ailleurs, le 3 mai, ExxonMobil a attaqué en justice deux entreprises cubaines, Cuba Petróleo (Cupet) et le holding Cimex, pour l'exploitation d'une raffinerie, de stations-services et d'autres actifs d'une valeur totale de 72 MUSD à l'époque de l'expropriation de son ancêtre, Standard Oil, en 1959.

**American Airlines ajoute des nouveaux vols vers Cuba.**

La compagnie américaine a inauguré, vendredi 3 mai, l'ouverture d'une nouvelle liaison directe quotidienne (128 passagers) vers la ville de Santiago de Cuba, suite à l'avis favorable du Département de Transport du gouvernement américain (DoT) en octobre 2018. Disposant de 12 liaisons quotidiennes vers 6 villes cubaines, American Airlines prévoit également d'ajouter, en juillet prochain, une nouvelle fréquence aérienne vers La Havane. En 3 ans, la compagnie a capté plus de 10 % du marché aérien international à Cuba.

**Equateur****2018<sup>E</sup> – Population : 17 M****PIB : 107 Mds USD****Collecte record d'impôts au mois d'avril.**

Le service des impôts a collecté 2,1 Mds USD en avril, en augmentation de 15,7% en g.a. Cette augmentation est la plus importante enregistrée depuis l'année 2012, et est notamment imputable à une hausse de 25% de l'impôt sur le revenu (1,3 Md USD).

**Signature de 43 contrats d'investissement public-privé.**

Le ministère du Commerce Extérieur et des Investissements a signé 43 contrats d'investissement public-privé pour un montant total de 740 MUSD. Ces contrats d'investissement prévoient des abattements fiscaux sur 10 ans et concernent des entreprises de divers secteurs, en particulier l'agroalimentaire, l'agrochimie et l'immobilier. En 2018, le gouvernement avait signé 114 contrats d'investissement pour un montant de 2,8 Mds USD.

**Guyana****2018<sup>E</sup> – Population : 0,8 M****PIB : 3,6 Mds USD****Approbation de l'exploitation de Liza Phase 2, pour un investissement de 6 Mds USD.**

Exxon Mobil a validé la 2<sup>e</sup> phase du développement du champ de Liza (la 1<sup>e</sup> devant intervenir d'ici début 2020, pour un investissement de 4,4 Mds USD), qui devrait permettre de porter la production locale du pétrolier américain à 750.000 barils / jour d'ici 2025 (soit 20% de sa production mondiale).

**Pérou****2018<sup>E</sup> – Population : 33 M****PIB : 229 Mds USD****La première Initiative Privée Cofinancée (IPC) octroyée au Pérou est gagnée par un consortium mexicain.**

Le consortium mexicain FYPASA a remporté la concession pour l'opération et la maintenance pour 30 ans de 10 usines de traitement d'eaux résiduelles (PTAR), dont 6 devront être construites par FYPASA en l'espace de 18 mois, dans le bassin du lac Titicaca. Le projet nécessitera un investissement total de 863 M PEN (260 MUSD). Le gagnant a présenté l'offre économique la moins élevée des cinq candidats (dont le consortium français mené par Veolia) permettant des économies estimées à 75 MUSD pour l'État.

**Une loi inédite sur le contrôle préalable des fusions et acquisitions est approuvée.**

Sont visées les fusions, acquisitions ou co-entreprises dont les ventes annuelles totales combinées dépassent les 150 MUSD ou les ventes annuelles totales individuelles dépassent les 31 MUSD chacune. Ce contrôle sera réalisé par l'Institut de défense de la concurrence (INDECOPI), qui peut autoriser ou non l'opération. Aucune loi anti-monopole n'existait au Pérou jusqu'à présent.

**Le gouvernement approuve les paramètres pour l'application de la Norme Générale contre l'Optimisation Fiscale (NAG).**

Ces paramètres (de fond et de forme) approuvés permettront enfin l'application de la NAG (promulguée en 2012 mais suspendue en 2014). Cette dernière vise à restreindre les vides juridiques permettant aux entreprises de payer moins d'impôts. Ces paramètres établissent le champ d'action (fond) et les procédures à suivre (forme) par le fisc péruvien (SUNAT) afin de combattre l'optimisation fiscale. Le ministère de l'Économie et des Finances estime que cette mesure contre l'optimisation fiscale pourrait rapporter à l'État entre 750 MUSD et 1,8 Mds USD d'impôts par an.

**Venezuela****2018<sup>E</sup> – Population : 32 M****PIB : 96 Mds USD****Les autorités monétaires autorisent les banques à organiser les opérations cambiales.**

Les entités privées (particuliers et entreprises), les organismes internationaux et les représentations diplomatiques pourront participer aux opérations de change sans recourir au mécanisme public d'enchères (DICOM). Le rôle de la BCV se limitera à la communication du taux de change de référence issu de ces opérations cambiales.

**Forte hausse des dépôts bancaires vénézuéliens en Russie.**

Selon les données publiées par la Banque centrale de Russie, les dépôts bancaires vénézuéliens ont augmenté de 20% au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre de 2018, passant de 826 MUSD à 1,1 Md USD. Ils s'élevaient à 633 MUSD en décembre 2017. Selon la presse russe, ces flux financiers seraient alimentés par la sortie des capitaux détenus dans les banques américaines.

**Les Etats-Unis lèvent les sanctions à l'encontre de l'ancien chef du renseignement.**

Suite à la défection de Ricardo Christopher Figuera lors des émeutes du 30 avril dernier, le Trésor américain a levé les sanctions qui pesaient sur l'ex-directeur de la police politique (SEBIN) depuis le 15 février 2019. De son côté, le Tribunal suprême de justice, proche de Nicolas Maduro, a engagé des poursuites pénales à l'encontre d'une dizaine de députés de l'opposition.

**Les compagnies aériennes annulent leurs vols à destination des Etats-Unis.**

L'agence fédérale américaine de l'aviation civile (FAA) a interdit aux aéronefs immatriculés aux Etats-Unis de survoler le territoire vénézuélien à moins de 7.900 mètres (26.000 pieds). Cette décision oblige les compagnies aériennes nationales (Laser, Estelar et Avior) à annuler leurs vols à destination des Etats-Unis. De leur côté, les compagnies américaines ne desservent plus le Venezuela depuis mars 2019.



### Dossier régional du mois : les prêts des banques de développement chinoises

Les banques de développement chinoises ont particulièrement ciblé leurs prêts latino-américains vers la zone andine, qui concentre près des deux tiers des encours combinés de China Development Bank et China Ex-Im Bank à destination du sous-continent.

La **Bolivie** était à fin 2018 la 6e destination d'Amérique latine pour les prêts des banques de développement chinoises, avec 1,8% du total, en particulier dans les infrastructures routières. La Chine est actuellement le premier bailleur bilatéral de la Bolivie (toutes institutions confondues), sans pour autant que l'intégralité des lignes correspondent à des déboursments effectifs.

La **Colombie** ne dispose actuellement d'aucun encours auprès des banques de développement chinoises.

**Cuba** dispose actuellement de trois prêts chinois (240 MUSD), répartis à parité entre infrastructures portuaires et énergie.

L'**Equateur** a bénéficié de 15 prêts chinois pour un total de 18,4 Mds USD, soit 13% du total continental (3e destination). Ces prêts, conditionnés par la vente anticipée de pétrole et à des taux d'intérêt compris entre 8 et 11%, étaient souvent liés à la participation de sociétés chinoises aux projets stratégiques du gouvernement. Plusieurs d'entre eux ont par ailleurs visé à combler un gap budgétaire (2 Mds USD fin 2012, 1,5 Md USD début 2015...).

Le **Guyana** a reçu deux prêts chinois pour un total de 175 MUSD, à destination de projets d'infrastructures.

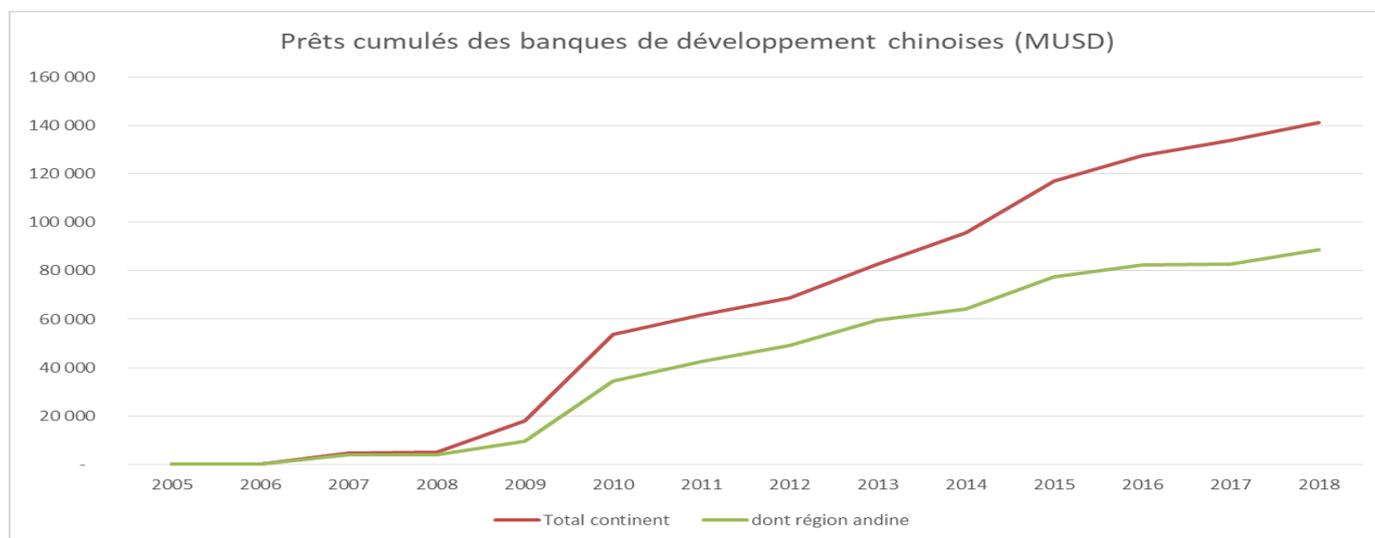
Le **Pérou** dispose toujours d'un prêt ancien (avril 2009) de China Development Bank, à hauteur de 50 MUSD, pour des investissements dans les infrastructures (transports et énergie).

Le **Suriname** n'enregistre actuellement aucun prêt actif auprès des banques de développement chinoises.

Le **Venezuela** a reçu 18 prêts des banques de développement chinoises, pour un total de 67,2 Mds USD (47,5% du total continental), à 90% à destination du secteur des hydrocarbures (dont le plus récent, pour 5 Mds USD, est intervenu en septembre 2018 et correspond à une ancienne promesse non concrétisée jusqu'alors).

Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Total
Bolivie			60	251	500	100			1.300	472			2.500
Cuba									60	120	60		240
Equateur				3.300	2.000	2.000	392	509	7.000	2.200		969	18.400
Guyana						150					45		175
Pérou			50										50
Venezuela	4.000		5.500	21.400	5.500	4.500	10.100	4.000	5.000	2.200		5.000	67.200

Source : Boston University Global Development Policy Center (montants en MUSD ; les cases vides indiquent une absence de prêt cette année)



Source : Boston University Global Development Policy Center

Copyright  
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à [christine.besnard-loporto@dgtrésor.gouv.fr](mailto:christine.besnard-loporto@dgtrésor.gouv.fr)).

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional  
Adresse : Carrera 11 No. 93-12  
Bogota - COLOMBIE

Rédigé par : les Services économiques Pays andins et Cuba  
Revu par : Julien BUISSART

Version du 9 mai 2019